8. Le 10 juillet, voulant tenir compte de la thèse du Biafra selon laquelle les vols de jour seraient préjudiciables à sa situation militaire, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a offert d'envoyer des Canadiens dans la région pour faire l'inspection des chargements de secours.

9. Au début de l'été, le Comité international de la Croix-Rouge a entamé des négociations à Genève pour essayer de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait la question des vols, devenue critique du fait des efforts intensifiés de l'aviation nigériane pour empêcher les vols de nuit d'armes de parvenir à Uli. Lorsqu'un de ses avions a été abattu, la Croix-Rouge internationale a suspendu ses vols de nuit.

10. Une proposition de la Croix-Rouge relative aux vols diurnes — et je le répète... si l'on a songé à organiser des vols diurnes, c'est grâce à l'initiative du Canada; c'est le Canada qui a pris l'initiative de demander au général Gowon l'autorisation d'organiser des vols de jour, et l'a obtenue — une proposition de la Croix-Rouge relative aux vols diurnes a été remise le 1^{er} août, à Genève, aux représentants des Gouvernements nigérian et biafrais. Le Biafra l'a acceptée en principe le 14 août, sous réserve de continuer de se servir de l'aéroport d'Uli pour ses opérations. Les Biafrais n'ont pas fait mine de vouloir accepter la seule demande nigériane, c'est-à-dire que des armes ne soient pas aéroportées en plein jour. Le document qui précisait les « modalités techniques » des vols de jour, rédigé par le professeur Freymond du Comité international de la Croix-Rouge et le docteur Cooney du Biafra, et diffusé par les autorités biafraises, doit être interprété à la lumière de la condition posée par le Biafra.

11. A la fin de l'été, la Croix-Rouge internationale a envoyé des représentants au Nigéria pour essayer de conclure une entente entre les deux parties relativement aux vols diurnes de secours, ce qu'on n'avait pas réussi à faire jusque-là. Le 13 septembre, le Gouvernement fédéral du Nigéria et la Croix-Rouge internationale ont conclu un accord, militairement inviolable et sous réserve d'une inspection internationale, sur les vols diurnes de secours. Sur la demande instante des Nigériens et compte tenu de la condition biafraise, en visant l'utilisation par les militaires de l'aéroport d'Uli le jour, il était stipulé que l'accord ne nuirait en rien aux opérations militaires du Gouvernement nigérian.

12. Les autorités biafraises ont refusé de conclure une entente avec la Croix-Rouge. Dans une déclaration remise à la presse le 15 septembre, elles ont exigé notamment « l'assurance d'un tiers, que le Nigéria ne retirerait aucun avantage militaire des vols de jour ». La déclaration ajoutait que l'unique garantie acceptable par le Biafra est celle d'un tiers gouvernement ou d'un organisme international de caractère politique.

13. Les Gouvernements du Canada et des États-Unis ont immédiatement tenté de fournir des assurances pour dissiper cette appréhension compréhensible d'un désavantage militaire de la part du Biafra. Des pourparlers à cette fin ont eu lieu à Ottawa et à Washington entre des hauts fonctionnaires du cabinet du